

# Sommaire



## VIE ASSOCIATIVE

Pour un statut de l'association européenne  
Collectif SSIG / feuille de route  
Rapport Langlais  
FSE et formation régions

page 2  
page 4  
page 4  
page 5



## VIE DES SECTEURS

### INTERSECTORIEL

Recommandations ANESM  
Plan soins palliatifs 2008-2012

page 5  
page 6

### INSERTION / EXCLUSION

Projet de loi RSA / 10 observations Uniopss  
Financement RSA  
Projet de loi Logement

page 7  
page 8  
page 8

### PERSONNES AGÉES / HANDICAP

5<sup>e</sup> risque / mission sénatoriale  
PAI / CNSA  
SASD / financements CNSA  
Emploi aide à dom / Réduction d'impôt  
Conférence nationale du handicap  
Tarif élément 'aide humaine' PCH  
Rentrée scolaire 2008  
Enquête établissements adultes handicapés  
12<sup>e</sup> semaine pour l'emploi / PH  
Réforme de l'AAH  
Grille AGGIR  
Prestations ARDH

page 9  
page 9  
page 9  
page 10  
page 12  
page 12  
page 13  
page 13  
page 14  
page 14  
page 14  
page 14

### SECTEUR SANITAIRE ET SANTÉ

Projet de loi "Santé, patients et territoires"  
Rapport Vallancien / gouvernance hospitalière  
Réforme des USLD  
Chiffres de la Sécu / cour des comptes

page 15  
page 17  
page 17  
page 17



## ACTUALITÉ JURIDIQUE

### BAREMES ET CHIFFRES

Tableau récapitulatif

page 18

### CONVENTIONS COLLECTIVES

page 18

### TEXTES ET RÉGLEMENTATION

Egalité hommes femmes  
Les nouveautés de la rentrée

page 19  
page 19

### JURISPRUDENCE

Connexion internet et contrôle employeur  
Licenciement pour faute grave

page 20  
page 20



## ACTUALITÉ GESTION

### INTERSECTORIEL

EHPAD / Modalités de calcul des tarifs soins  
PUV, accueil jour / forfaits soins  
Instruction fiscale livraison-à-soi-même de locaux

page 21  
page 21  
page 21



## DOCUMENTATION

page 23



## ANNONCES

page 26



# Editorial

## Emploi et solidarité

Le RSA (Revenu de Solidarité Active) oui ! Une avancée considérable dans notre pays. Mais alors pourquoi y a-t-il controverse ? Pourquoi les acteurs, les associations d'insertion, de solidarité nous alertent-ils ? Quels sont les points de vigilance ?

Tout d'abord son financement ; selon les estimations et le verbatim des spécialistes, plus de 50% des ménages devraient participer à cet effort national. S'il s'agit d'une priorité nationale, s'il s'agit de construire une société plus juste et solidaire, pourquoi l'ensemble de nos concitoyens ne participe-t-il pas ? Par ailleurs la Fédération Française des sociétés d'assurance critique ce dispositif qui peut s'avérer contre-productif ; il pénaliserait selon elle l'épargne à long terme qui contribue au financement de l'économie productive.

Un autre point de vigilance est celui du marché de l'emploi incité à se « caler » sur des contrats à temps partiels qui toucheraient une frange des plus fragiles de la population, les femmes seules avec enfants. La multiplication de ces contrats pourrait conduire à l'émergence d'une catégorie de salariés au bord du précipice de la pauvreté.

La vigilance doit s'exercer auprès de tous ceux très éloignés de l'emploi, si « nul n'est inemployable » comme l'affirme le Grenelle de l'insertion. Le RSA doit s'accompagner de toutes les conditions annexes qui conditionnent une insertion sociale réussie : les transports, les modes de garde d'enfants, l'accès à la santé et à la culture bref construire un véritable projet de vie.

Arrêtons de fragmenter, de segmenter comme disent les spécialistes pour mieux résoudre les problèmes, nous sommes là pour montrer la complexité des situations des plus démunis et vulnérables, nous sommes là pour poser des questions, nous sommes là pour apporter quelques réponses, nous sommes là pour évaluer les réformes sociales, nous sommes surtout là pour construire une société plus juste.

Andrés ATENZA  
Président URIOPSS Auvergne

AUVERGNE-LIMOUSIN  
Numéro 8 - Août/Septembre 2008